

DÉPARTEMENT DES RELATIONS EXTÉRIEURES
Service Communication

Presse.

Valérie Bombaerts, tel 32 2 650 25 34, 0474 27 00 77, Valerie.Bombaerts@ulb.ac.be

Bruxelles, le 2 juillet 2013.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Turquie : Vive inquiétude de l'ULB

Motion du Conseil d'administration de l'Université libre de Bruxelles

Lors de la **séance de son Conseil d'administration du lundi 1er juillet 2013**, l'Université libre de Bruxelles, qui entretient des relations étroites avec plusieurs universités turques – notamment à travers le programme d'échanges ERASMUS – a tenu à manifester sa plus vive inquiétude à propos de la manière dont les mouvements de contestation populaire sont actuellement réprimés en Turquie.

En effet, la violence avec laquelle les manifestants de la place Taksim ont été chassés, les arrestations musclées et les mesures d'intimidation à l'égard de certains enseignants, étudiants, journalistes, avocats et médecins notamment, mais aussi de simples citoyens, ne sont nullement justifiées.

Attachée au principe du libre examen, l'Université libre de Bruxelles rappelle que "le caractère démocratique d'une société ne se mesure pas aux seuls résultats d'élections, qui consacrent une majorité ; la démocratie impose le respect des droits des minorités, ainsi que de l'ensemble des droits fondamentaux pour toutes et tous. Cela implique donc la garantie et le respect, notamment, de la liberté d'expression, la liberté de conscience et de conviction et la liberté de manifestation. Toute violation des droits fondamentaux sous le fallacieux prétexte de la lutte contre le terrorisme ou contre des associations étiquetées "illégalles" contribue à la régression des principes démocratiques".

"Les actes de violence et d'intimidation répétés depuis quelques semaines minent les acquis démocratiques indéniables de la Turquie de ces dernières décennies. Nous tenons donc à manifester notre inquiétude certes, mais aussi notre profonde solidarité avec la société civile turque, et notamment nos collègues universitaires et leurs étudiants actifs dans ce mouvement de contestation qui tente de préserver les droits démocratiques et laïques qu'ils estiment aujourd'hui menacés".